

Burkina Faso / Contrôle Citoyen des Politiques Publiques : La loi de finances rectificative 2021 passée au crible du SPONG et du CERA FP

Page 3

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mardi 11 mai 2021

7 jrs/7

N°1621 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Burkina Faso : Le ministre ivoirien en charge de la défense en visite de travail et de coopération

Page 2



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



L'Ouganda envisage le verrouillage en annonçant la deuxième vague de Covid-19

Page 17

BURKINA FASO

Le ministre ivoirien en charge de la défense en visite de travail et de coopération

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a accordé ce lundi 10 mai 2021, une audience au ministre chargé de la défense de la république de Côte d'Ivoire qui était au Burkina pour une visite d'amitié et de travail.



Téné Birahima OUATTARA, ministre de la défense de la république de Côte d'Ivoire était au palais de Kosyam ce lundi 10 mai 2021 pour une audience avec le président Roch Marc Christian KABORE.

Téné Birahima OUATTARA, ministre de la défense de la république de Côte d'Ivoire était au palais de Kosyam ce lundi 10 mai 2021 pour une audience avec le président Roch Marc Christian KABORE. Lors de cet entretien, il a été question de sécurité, de coopération et de partenariat entre les deux pays dans le domaine de la défense.

Pour le ministre en charge de la défense du Burkina Faso Chérif Sy, les motifs de cette visite sont nombreux, mais au regard des relations fraternelles et de la communauté de destin entre le Burkina et la Côte d'Ivoire, cette visite est tout à fait normale. Pour lui, le ministre de la défense de la république de Côte d'Ivoire s'est donné pour mission d'approcher les autres Etats voisins et ses homologues, pour discuter des questions de sécurité, de défense, de coopération et de partenariat. Il s'est réjouit de sa présence au Burkina depuis dimanche. Les deux délégations ont un eu une séance de travail '' très constructive'', selon M. Sy.

Le ministre ivoirien de la défense, invoquant l'objet de sa visite au chef de l'état burkinabè a indiqué qu'il est venu présenter ses civilités à Roch Kaboré et lui transmettre un message de son homologue ivoirien, Alassane Ouattara. Pour lui, la Côte d'Ivoire n'est pas en guerre, mais a subi une attaque terroriste le mois dernier qui est une réalité dans certains pays d'Afrique aussi. A l'en croire, la lutte contre le terrorisme ne peut être menée par un seul État donc il faut mutualiser les efforts , « se tenir informer et mettre ensemble nos moyens pour lutter efficacement contre ce fléau ». Il a ajouté que ce qui se passe en Côte d'Ivoire intéresse le Burkina Faso et vice versa. Aussi, a-t-il souligné, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont un destin lié donc il est nécessaire pour ces deux pays de se mettre ensemble pour essayer de faire en sorte que les populations puissent vivre en pays et en sécurité.

F. COMPAORE et L. DAKISSAGA

BURKINA FASO

Contrôle Citoyen des Politiques Publiques / La loi de finances rectificative 2021 passée au crible du SPONG et du CERA FP

Le Secrétariat permanent des Organisations non gouvernementales (SPONG) et le Centre de recherche appliquée en finance publique (CERA FP) ont co-organisé le 7 mai 2021 à Ouagadougou une conférence publique sur les résultats de l'analyse citoyenne du projet de loi de finances rectificative 2021. Ces deux structures se sont engagées à construire durablement la participation citoyenne et les capacités d'influence de la Société civile dans les processus de développement dans le souci d'accompagner la redevabilité à l'échelle nationale et locale. Après avoir produit un document d'analyse citoyenne du budget national, le budget alternatif en l'occurrence, le CERA PF a voulu partager les conclusions de l'analyse citoyenne du budget avec le public et recueillir des recommandations.



Les officiels à l'ouverture des travaux de la conférence publique



Pierre Omer Ouedraogo, charge de programme et de la mobilisation des ressources au Secrétariat du SPONG

Cette année 2021, l'analyse citoyenne a porté sur le projet de loi de finances rectificative dans un contexte national difficile sur le plan sanitaire et sécuritaire, avec l'avènement d'un nouveau gouvernement en début d'année 2021, a expliqué

La suite à la page 4

BURKINA FASO

La suite de la page 3

le conférencier, Herman Doanio, du CERA PF, selon qui l'analyse s'inscrit dans le cadre du « renforcement du contrôle citoyen des politiques publiques par les OSC pour une gouvernance favorable aux populations burkinabè », un projet financé par l'Union européenne avec l''accompagnement technique de l'ONG Oxfam Burkina. Cinq secteurs jugés prioritaires sont concernés par l'analyse du Secrétaire exécutif de CERA PF, à savoir le secteur de l'Education, de la Santé, la Défense, la Sécurité, le secteur rural et la Protection sociale. Si le projet de loi de finances rectificative 2021 s'aligne sur les priorités de développement dans la continuité du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020, le projet de budget rectifié de l'Etat, gestion 2021, soumis à l'Assemblée Nationale pour examen et adoption, quant à lui, est arrêté en recettes à 2 128,98 milliards FCFA et en dépenses à 2 669,78 milliards FCFA avec un déficit budgétaire (besoin de financement) de 540,80 milliards FCFA. Le gap de financement sera entièrement couvert en faisant recours aux emprunts obligataires et aux ressources de trésorerie, selon les sources officielles citées par le conférencier. La décomposition des recettes propres indique une baisse des recettes fiscales de 0,63% et une hausse des recettes non fiscales de 2,33% dans la LFR 2021. L'analyse comparative des grandes masses de dépenses budgétaires entre la loi de finances initiale (LFI) et le projet de loi de finances rectificative (LFR) 2021 révèle que les dépenses courantes ont connu une légère hausse de 0,2%. Il en est de même pour les dépenses d'investissement (investissements exécutés par l'Etat et transferts en capital) avec une hausse de 1,63%. Une situation qui s'explique, selon le conférencier, par une relative stabilisation des besoins institutionnels depuis le vote de la LFI et une accalmie de la grogne sociale. En faisant la décomposition des prévisions de dépenses courantes, il ressort que les dépenses de personnel sont prédominantes avec une part de 53,41% des dépenses courantes et 35,58% des dépenses totales du projet de LFR 2021.



A gauche, Hermann Doanio du Centre de recherche appliquée en finance publique (CERA FP), conférencier,

52,36% des recettes propres de l'Etat engloutis par les charges de personnels

Le conférencier fait observer que les charges de personnel consomment environ 52,36% des recettes propres. Cette situation lui paraît

La suite à la page 5

La suite de la page 4

insoutenable pour le pays. Cependant, il fait remarquer que les niveaux de salaires dans la fonction publique ne sont pas exagérés et la plupart des services ne sont pas dotés en personnel suffisant pour répondre aux besoins de la population. Les dépenses d'investissement s'établissent à 33% des dépenses budgétaires totales de la LFI et du projet de LFR 2021, d'après le conférencier qui pense que l'importance des dépenses courantes limite les capacités de l'Etat à financer les dépenses d'investissement sur ressources propres. Les véritables défis, de son point de vue, seraient l'exploitation optimale du potentiel fiscal du pays et la réforme de l'administration publique pour tendre vers une administration de services et de résultats.

« 39,67% des dépenses d'investissements exécutés par l'Etat seront financées par les ressources extérieures »

Dans le projet de LFR 2021, à entendre le conférencier, seulement un montant de 35,91 milliards FCFA sera dégagé comme épargne budgétaire sur ressources propres pour contribuer au financement des besoins d'investissements en 2021. Cela signifie, selon ses explications, que les ressources propres de l'Etat ne couvriront que 4,03% des dépenses d'investissements. Pour le conférencier, cela interpelle les autorités de la nécessité de développer des initiatives novatrices pour une mobilisation optimale des ressources internes. L'analyse des dépenses d'investissement du budget rectifié 2021 de l'Etat laisse voir, selon Hermann Doanio, que les investissements exécutés par l'Etat seront financés par lui-même à hauteur de 60,33%. Une part contributive de l'Etat à rechercher dans sa grande partie, notamment auprès des partenaires au développement du pays qui couvriront 39,67% des besoins d'investissements. En désagrégeant la part des partenaires, on se rend compte, selon le conférencier, que les investissements seront financés à hauteur de 25,38% par des subventions et 14,29% par des prêts. Au final, 39,67% des dépenses d'investissements exécutés par l'Etat seront financées par les ressources extérieures dans le projet de LFR contre 40,34% dans les prévisions initiales. Ce qui traduit, de l'avis du conférencier, la dépendance financière du pays vis-à-vis de l'extérieur et interpelle les autorités sur la nécessité de développer des initiatives novatrices pour une mobilisation optimale des ressources internes en faveur du financement des investissements.



Une vue des participants à la conférence publique

Lonsani SANOGO

La suite à la page 6 et 7

5 SECTEURS DE PRIORITE

Au secteur de l'éducation le plus gros budget, à celui de la protection sociale un budget très faible

La santé, l'éducation, le secteur rural, la sécurité et défense, la protection sociale sont les cinq secteurs jugés prioritaires dans l'analyse des prévisions de modifications de dépenses des secteurs de priorité dans le projet de LFR 2021, selon le conférencier Hermann Doanio. L'analyse désagrégée montre que, de ces cinq secteurs prioritaires, le secteur de l'éducation (tous les ordres d'enseignement et la formation professionnelle) vient en tête avec 23,75% du budget rectifié, suivi du secteur « sécurité et défense » pour 15,23% du budget, la santé arrive en troisième position avec 11,74% du budget. La protection sociale est le secteur le moins nanti et se contente de 1,41% du budget. Le conférencier a fait observer qu'à travers l'initiative « Fast Track », l'Etat s'est engagé à allouer 20% du budget national à l'éducation. Un engagement tenu qui est à saluer, selon lui, même si 90,05% du budget de l'éducation, la quasi-totalité, est absorbée par les dépenses courantes et il est à craindre que les autorités ne puissent tenir leurs promesses en matière d'offre éducative. Il ressort que seulement 6,86% du budget du ministère en charge de l'éducation nationale est dédié aux investissements, ce qui est très insuffisant pour satisfaire les besoins d'investissements dans le secteur et obtenir les résultats escomptés, a expliqué Hermann Doanio. Le budget de la santé qui n'a pas été révisé est de 313,371 milliards FCFA, soit 11,74% du budget global de l'Etat. Un pourcentage largement en deçà de l'engagement d'Abuja qui veut que 15% du budget national soient alloués au secteur de la santé, a rappelé le conférencier. Il a fait remarquer que 17,41% du budget de la Santé sont orientés dans les investissements sanitaires, dont 42,559 milliards FCFA prévus pour la construction et la réhabilitation d'infrastructures sanitaires. Dans le secteur rural, le gouvernement fait montre d'une réelle volonté d'accroître l'investissement, avec plus de ¾ des dépenses de ce secteur affecté aux investissements, ce qui représente un taux de 79,75% du budget dudit secteur. Quant au secteur « Eau et assainissement », le budget est passé de 19,29 milliards FCFA à 18,36 milliards FCF, soit une baisse de 4,84 %. Une baisse qui s'explique, de l'avis du conférencier, par la diminution des investissements exécutés par l'Etat de 5,49%, alors que la corvée d'eau est toujours une préoccupation majeure des populations burkinabè. L'assainissement bénéficiera d'un crédit budgétaire de 5,082 milliards de FCFA, soit 0,19% du budget de l'Etat. Ces dernières années, le secteur de la sécurité et de la défense est l'un de ceux qui brassent le plus de ressources budgétaires, selon le constat du conférencier Doanio. Le budget de ce secteur a connu une hausse de 0,33%, passant de 405,30 milliards FCFA à 406,65 milliards FCFA, à l'entendre. Cela se justifie par la persistance de la crise sécuritaire dans le pays, de son point de vue, mais malheureusement, la situation sécuritaire du pays se dégrade de plus en plus. Interrogation légitime du conférencier : cette situation est-elle due à une insuffisance des moyens financiers ou à un manque de volonté politique dans la défense et la sécurisation du territoire national, cela d'autant plus que les ministères de la défense et de la sécurité n'arrivent pas à consommer la totalité de leurs crédits budgétaires annuels ? En plus des cinq secteurs sus analysés, l'on constate, d'après le conférencier que les ressources transférées aux collectivités territoriales n'ont pas subi une révision et s'élèvent à 42,255 milliards de FCFA, soit 1,58% du budget de l'Etat alors que ces ressources n'ont pas encore été positionnées pour les collectivités territoriales. Par ailleurs, l'engagement du gouvernement d'allouer 1% du budget de l'Etat à la lutte contre la corruption n'est pas respecté. Le budget de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC) se chiffre à 2,902 milliards de FCFA, soit 0,11% du budget.

LS

Les recommandations du conférencier Hermann Doanio de CERA FP à l'endroit des autorités pour promouvoir la bonne gouvernance et accroitre l'efficacité du développement

- prendre en charge dans la rectification budgétaire la réconciliation nationale en mettant l'accent sur la vérité et la justice ;
- œuvrer à une célérité dans le transfert des ressources aux collectivités territoriales
- poursuivre et renforcer les efforts des régies de recettes pour une mobilisation optimale des ressources dans une logique de justice fiscale
- améliorer la progressivité du système fiscal. Cela pourrait se faire par la définition de taux de TVA progressifs selon la valeur du bien (distinction entre biens de luxes et les autres biens)
- développer des initiatives pour une exploitation optimale du potentiel fiscal du pays. Cela pourrait se faire à travers l'accroissement du rendement de l'impôt sur le patrimoine ;
- accroître les capacités de l'Etat à financer les dépenses d'investissement sur ressources propres
- réviser à la hausse la ligne budgétaire dédiée à l'approvisionnement en eau potable ;
- accroître les capacités du pays dans la fourniture d'énergie en diminuant progressivement sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur ;
- contracter certaines dépenses moins prioritaires afin de réduire considérablement le déficit budgétaire qui est de l'ordre de 540,8 milliards de FCFA ;
- dépolitiser l'administration pour en faire une administration de service en lieu et place d'une administration de commandement ;
- contenir le train de vie de l'Etat à travers l'instauration d'une rigueur dans la gestion des ressources mises à la disposition des EPE, les EPA et d'autres entités publiques autonomes (sociétés d'Etat…) ;
- travailler à sécuriser la ligne dédiée à la planification familiale ;
- rétablir la ligne budgétaire en faveur de la lutte contre les maladies tropicales négligées à 50 millions FCFA ;
- réviser la nomenclature budgétaire pour prendre en compte des dépenses de développement du capital humain dans les dépenses d'investissement ;
- accroître la part budgétaire consacrée aux dépenses d'investissement dans les secteurs sociaux (santé, éducation) pour pouvoir faire face à la demande des populations ;
- accroître les ressources budgétaires en faveur de la protection sociale pour une meilleure prise en charge des couches vulnérables ;
- œuvrer à une gestion efficiente et efficace des ressources allouées au secteur de la sécurité en vue de ramener la quiétude, la paix et la stabilité dans le pays ;
- valoriser des moyens endogènes moins budgétivores pour renforcer la sécurité au niveau local.

Rassemblés par LS

KENYA

Le Kenya, le nouveau marché de l'héroïne

Autrefois simple point de passage, le pays est devenu depuis une dizaine d'années une escale stratégique du trafic mondial d'héroïne.



La consommation de la drogue par les jeunes est devenue une préoccupation majeure pour les dirigeants de ce pays



L'Agence kényane de lutte antidrogue (Nacada) procède ici, à la destruction d'héroïne saisie

Le Kenya, ce pays d'Afrique de l'Est s'est transformé en une dizaine d'années, en une escale du trafic mondial de la drogue dure. L'héroïne est de plus en plus facile à trouver au Kenya, pourtant autrefois simple pays de transit. La dose de poudre blanchâtre y coûte 120 shillings (un peu plus d'un dollar américain), selon Africanews. Majoritairement produite en Afghanistan, cette drogue regagnait l'Europe principalement via l'Asie mineure et le Proche-Orient. Mais le conflit syrien et le renforcement des contrôles frontaliers face à la crise migratoire ont poussé les trafiquants à tracer un nouveau chemin via l'Afrique de l'Est. «Le Kenya était auparavant un itinéraire de transit et devient de plus en plus une destination pour l'héroïne qui arrive d'Afghanistan», a expliqué à l'AFP le patron de l'Agence kényane de lutte antidrogue (Nacada), Victor Okioma. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), les saisies d'héroïne et de morphine un antidouleur très contrôlé ont été multipliées par dix en Afrique entre 2008 et 2018, la majorité en Afrique de l'Est.

Lutte contre la drogue

«L'héroïne est même consommée dans les écoles», s'alarme Victor Okioma: 0,5% des élèves de 6 à 13 ans avouent y avoir déjà goûté,

La suite à la page 9

La suite de la page 8

ainsi que 1,2% des 14-18 ans. En 2018, le ministère kényan de la Santé recensait 27 000 héroïnomanes, injecteurs ou fumeurs, dans un tiers des comtés du pays. Ces derniers sont exposés à certaines maladies comme l'hépatite C et le VIH. Face à ce problème de santé publique, le pays a adopté certaines mesures. Outre la création de garde-côtes en 2018, le Kenya a renforcé les contrôles de conteneurs dans ses ports et participe depuis peu au programme de contrôle aéroportuaire Aircop avec Interpol. Également, depuis 2014 l'accès à la méthadone, un traitement de substitution à l'héroïne est développé au Kenya. A Karuri, au nord de Nairobi, 400 personnes viennent chaque jour à la clinique de Médecins Sans Frontières boire un verre de ce sirop orangé qui leur évite les symptômes de manque.

«La méthadone a vraiment changé ma vie. Sans ça, je ne serais pas vivant aujourd›hui», a estimé Josephat Kariuki, sous traitement depuis un an, cité par Africanews.

Certes la méthadone reste encore inaccessible pour beaucoup, mais les structures dédiées sont fréquentées par environ 7.000 héroïnomanes, selon l'ONUDC.

Par ailleurs, «l'Afrique connaît aujourd'hui la plus forte augmentation d'utilisation d'héroïne dans le monde», selon l'ONG Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

Line Rose

Le HCR préoccupé par les attentats au Burkina Faso qui déplacent des milliers de personnes en 10 jours

Plus de 17 500 personnes au Burkina Faso ont été déplacées de force de leurs foyers au cours des 10 derniers jours en raison d'une série d'attaques perpétrées par des groupes armés non identifiés qui ont tué 45 personnes, a indiqué vendredi l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés est préoccupée par les conséquences humanitaires des récentes attaques au Burkina Faso et exprime sa solidarité envers les autorités du pays et les victimes des violences, et appelle à une action concertée pour rétablir la paix et la stabilité. Les attaques des groupes armés liés à al-Qaïda et à l'État islamique dans la région du Sahel ouest-africain sont en forte augmentation depuis le début de l'année, en particulier au Mali, au Niger et au Burkina Faso, les civils en faisant les frais. Dans un communiqué le HCR a déclaré vendredi que des hommes armés avaient mené une série d'attaques dans trois régions distinctes, incendiant des maisons et abattant des civils. Les assaillants ont également saccagé des centres de santé et endommagé des maisons et des magasins.

1,14 million de personnes déplacées internes en un peu plus de deux ans

Des sources de sécurité ont déclaré lundi à l'agence de presse Reuters que des assaillants armés avaient tué une trentaine de personnes lors d'une attaque contre un village de l'est du Burkina

La suite à la page 10

BURKINA FASO

La suite de la page 9



Lors d'une série d'attaques menées dans trois régions distinctes, des hommes armés ont réduit des maisons en cendres et abattu des civils, notant que les assaillants ont également détruit des centres de santé, et endommagé des habitations et des commerces

Faso. «Il est clair que l'une des raisons est de semer le chaos et de tourmenter les civils», a laissé entendre le porte-parole du HCR Boris Cheshirkov lors d'un point à Genève selon Reuters. La situation sécuritaire dans la région du Sahel alimente l'une des crises de déplacement les plus rapides au monde, a-t-il poursuivi. Ces violences ont touché la région de l'Est, où plus de 4400 personnes ont fui vers les villes de Foutouri et Tankoualou, après une attaque contre le village de Kodyel, précise le HCR faisant état également de la situation dans la région du Nord, où la violence a poussé 10 200 personnes à fuir vers Ouahigouya – une zone qui avait déjà été le théâtre d'arrivées plus tôt cette année. La violence au Burkina Faso a déplacé plus de 1,14 million de personnes en un peu plus de deux ans, tandis que le pays pauvre et aride accueille également quelque 20 000 réfugiés du Mali voisin qui cherchent à se mettre à l'abri de la violence.



Depuis 2015, l'armée burkinabè éprouve de la peine à endiguer le terrorisme. À ce jour plusieurs régions sont en proie aux attaques terroristes

Pierre Oued.

AFRIQUE-EUROPE

L'UE envisage une mission de formation pour stabiliser le Mozambique

L'Union européenne envisage d'envoyer une mission de formation civile au Mozambique pour aider le gouvernement à résister à une insurrection croissante, a déclaré ce jeudi 6 mai le chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell et relayé par Reuters.



Le chef de la politique étrangère de l'Union européenne, Josep Borrell, compte soutenir le Mozambique dans sa lutte contre le terrorisme



Le portugal ancien colonisateur du Mozambique sera le chef de file du soutien européen contre le terrorisme

L'Union européenne se prépare à intensifier sa coopération avec le Mozambique dans le domaine de la sécurité, y compris le soutien logistique et l'envoi d'une mission de formation et d'entraînement des forces armées mozambicaines. «Nous avons travaillé avec les autorités mozambicaines» sur ces questions, a déclaré à DW Africa le chef de la diplomatie portugaise Augusto Santos Silva. Il faut rappeler que le Mozambique a écrit à l'UE en septembre pour demander de l'aide pour entraîner ses forces armées à combattre l'insurrection.

Le Mozambique ne veut pas de troupes étrangères sur son territoire

Le chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, a déclaré que toute mission serait similaire à l'implication de l'UE au Sahel, où ses experts fournissent une formation et des conseils aux forces de sécurité nationales. En effet, selon le chef de la diplomatie portugaise Augusto Santos Silva, «Le Mozambique ne veut pas de troupes étrangères sur son territoire, et nous pouvons tous comprendre pourquoi.

La suite à la page 12

EGYPTE-TURQUIE

La suite de la page 11

L'Union européenne ne veut pas déployer des troupes européennes sur le territoire mozambicain. Ce que nous voulons, c'est soutenir les institutions mozambicaines, selon les propositions et les demandes que le Mozambique nous envoie ». Il faut noter cependant que depuis 2007, l'UE dispose de groupements tactiques de 1 500 personnes en attente qui peuvent être déployés jusqu'à 120 jours. Le ministre de la Défense du Mozambique, Jaime Neto, doit se rendre au Portugal dans les prochains jours, avec un programme qui comprend également la situation critique à Cabo Delgado. Selon le chef de la diplomatie portugaise, un accord bilatéral sera signé, se traduisant par une intensification de la coopération technico-militaire bilatérale entre le Portugal et le Mozambique, dans le but particulier de soutenir la formation de troupes mozambicaines spécialisées telles que les commandos et les marines.

Pierre Oued.

L'Egypte et la Turquie tentent un rapprochement diplomatique



Le président turc Recep Tayyip Erdoğan (gauche) et le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi (droite) ont amorcé un réchauffement diplomatique entre leurs pays

En froid depuis une décennie, les deux pays ont amorcé un réchauffementdiplomatique qui s'annonce toutefois lent tant la méfiance entre les deux pays reste profonde. Une délégation du ministère turc des Affaires étrangères a entamé le 5 mai des discussions avec des responsables égyptiens au Caire.

Après plusieurs gestes d'ouverture ces derniers mois, une délégation du ministère turc des Affaires étrangères a entamé, le 5 mai, des discussions avec des responsables égyptiens au Caire, ont constaté des journalistes de l'AFP. Selon un communiqué officiel égyptien, ces « pourparlers politiques » se sont poursuivis le lendemain. Depuis la destitution en 2013 du premier président démocratiquement élu d'Égypte, Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans et soutenu par la Turquie, les relations entre les deux pays s'étaient fortement dégradées. Cette tentative de rapprochement intervient alors que les deux pays alliés des Etats-Unis subissent des pressions croissantes de Washington depuis le départ de Donald Trump. Ils cherchent à apaiser les

La suite à la page 13

EGYPTE-TURQUIE

La suite de la page 12



La question de la Libye, pays déchiré depuis une décennie par les conflits et où la Turquie et l'Egypte soutiennent deux camps opposés, est en tête des discussions

tensions avec leurs voisins, dans une région qui a été ces dernières années le théâtre de vives luttes d'influences entre puissances régionales, notamment en Libye et en Méditerranée orientale. Les discussions au Caire «doivent porter sur les mesures nécessaires à une normalisation des relations au niveau bilatéral et régional», a indiqué mardi le communiqué officiel égyptien.

Portée du rapprochement

Des médias arabes critiques de leurs gouvernements, notamment de médias égyptiens proches de la confrérie des Frères musulmans, interdite par le Caire en 2013 et installés à Istanbul ont été priés par les autorités turques de «baisser le ton» à l'égard du pouvoir du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi. En tête des dossiers de la discussion, figure la Libye, pays déchiré depuis une décennie par les conflits et où la Turquie et l'Egypte soutiennent deux camps opposés. L'amorce de dégel avec le Caire coïncide aussi avec un apaisement en cours entre l'Egypte et le Qatar, principal allié de la Turquie dans la région. «La baisse des tensions dans la région avec notamment un désengagement dans les points chauds comme en Libye, bénéficierait à tout le monde», a souligné à l'AFP Abdelkhalek Abdallah, professeur de sciences politiques aux Emirats arabes unis. Depuis la nomination en mars d'un nouveau Premier ministre libyen, Le Caire comme Ankara se sont montrés plus ouverts à un règlement politique à Tripoli. Ankara espère aussi pouvoir sortir d'un isolement diplomatique en Méditerranée orientale, où la découverte d'importants gisements de gaz naturel ces dernières années a donné lieu à un partage entre pays riverains dont la Turquie se sent exclue.

Line Rose

Libye : Le gouvernement de transition appelé à respecter la date des élections

Les ambassades de France, d'Allemagne, d'Italie, du Royaume-Uni et des États-Unis à Tripoli ont appelé jeudi la Libye à respecter la date des élections législatives et présidentielles du 24 décembre, censées permettre au pays de sortir d'une décennie de conflit.

Après l'échec du maréchal Haftar à prendre Tripoli entre 2019 et 2020, des négociations menées à Tunis sous l'égide de l'ONU conduisent les deux parties à s'accorder en novembre 2020 sur la tenue des élections le 24 décembre 2021 . Dans une déclaration commune citée par Africanews , les chancelleries occidentales exhortent le gouvernement de transition récemment installé

La suite à la page 14

LIBYE

La suite de la page 13

ainsi que la Chambre des représentants à «faciliter les élections du 24 décembre et à approuver la Constitution et le cadre légal pour ces élections d'ici le 1er juillet». «Outre les dispositions politiques et sécuritaires, les préparatifs techniques et logistiques sont essentiels», rappellent les cinq ambassades, alors que le gouvernement libyen n'a toujours pas entamé les préparatifs pour l'organisation de ce scrutin qui représente pourtant la raison même de sa désignation. «Ce n'est pas le moment de procéder à des changements qui risqueraient de perturber les organes compétents et de retarder la tenue des élections selon le planning fixé par le Conseil de sécurité de l'ONU», insistent les chancelleries.



Les chancelleries occidentales appellent la Libye à respecter la date des élections



Les parties s'accordent également sur la tenue d'un référendum sur l'adoption d'une nouvelle constitution avant les scrutins de décembre

Les élections de l'espoir

La Libye tente de s'extraire d'une décennie de conflit depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, dans le sillage des «printemps arabes». Un chaos marqué par l'existence ces dernières années de deux pouvoirs rivaux. Censé clore ce chapitre de divisions, un nouvel exécutif transitoire dirigé par l'homme d'affaires Abdelhamid Dbeibah a été mis sur orbite en février à Genève sous l›égide de l›ONU, avant un vote de confiance «historique» du Parlement en mars. Il est chargé d›unifier les institutions et d›assurer la transition d›ici des élections législatives et présidentielle programmées le 24 décembre, conformément au processus politique parrainé par les Nations Unies.

K.Fiakofi

NIGER

Risque d'un troisième foyer djihadiste dans le sud-ouest



Dans le Sud-Ouest du Niger, les vols de troupeau et les kidnappings par des groupes de bandits armés ne cessent d'augmenter, rapporte l'ONG

Les groupes djihadistes pourraient exploiter le banditisme violent venu du Nigeria et les tensions communautaires qui sévissent dans le sud-ouest du Niger pour asseoir leur influence. L'inquiétude a été posée par l'ONG International Crisis Group (ICG), dans son nouveau rapport intitulé "Sud-ouest du Niger : prévenir un nouveau front insurrectionnel".



L'aggravation de la crise du pastoralisme pourrait entraîner un troisième foyer djihadiste au sud-ouest du Niger

Depuis quelques années, la région de Maradi, qui fait frontière avec l'Etat de Zamfara au Nigeria, subit des incursions régulières des gangs armés, qui volent du bétail et enlèvent des personnes contre paiement de rançons. Nombre de leurs membres sont mus par l'appât du gain, mais d'autres en particulier les nomades victimes de la crise du pastoralisme prennent

La suite à la page 16

La suite de la page 15

les armes pour défendre leurs biens et leurs familles ou se venger d'injustices. En réaction, les autres communautés, notamment sédentaires, constituent des groupes d'autodéfense encore embryonnaires. La méfiance s'est donc installée au sein des communautés. Ce contexte porte en germe les conditions d'un contexte insurrectionnel que pourraient exploiter les jihadistes, a expliqué l'ONG ICG.

L'aggravation de la crise du pastoralisme nourrit le recrutement du banditisme

Le banditisme transfrontalier n'est pas un phénomène nouveau le long de la bande reliant Maradi à Doutchi. Cependant, il s'est aggravé avec la crise du pastoralisme. A en croire le rapport d' ICG, l'extension des surfaces agricoles dans les régions de Tahoua, Maradi et Dosso réduit fortement les espaces dédiés à l'élevage, nourrit un phénomène d'appauvrissement progressif des pasteurs et entraîne des conflits avec d'autres usagers, en particulier les agriculteurs. Dans ce contexte, rejoindre des groupes de bandits est aussi une manière de faire face à la crise du pastoralisme, de se protéger soi-même contre le vol de bétail et parfois d'accéder à une position de pouvoir. Cette dynamique, déjà forte au Nigéria, s'étend désormais au Niger. Ce phénomène, a laissé entendre ICG, entraîne le risque qu'une insurrection, c'est-à-dire une hostilité ouverte et armée contre l'Etat, se développe est d'autant plus important que la région suscite l'intérêt croissant de groupes jihadistes venus du Sahel et du nord-est du Nigéria. La jonction entre jihadistes et bandits locaux a déjà été observée ailleurs au Sahel et pourrait se répéter dans cette zone.

Des recommandations

"Pour prévenir l'émergence d'insurrections dans cette zone, il est essentiel de réduire les injustices dont souffrent les pasteurs et de préserver la cohésion sociale." a expliqué ICG. Pour ce faire, l'ONG a invité le nouveau président du Niger à faire de l'élevage un domaine d'intervention privilégié. Les pasteurs devraient notamment être mieux représentés au sein des commissions foncières et disposer de plus de relais pour défendre leurs droits. L'ONG a également préconisé l'encadrement des groupes d'autodéfense et l'établissement des dialogues communautaires tel qu'il a l'habitude de les promouvoir ailleurs au Niger. "Enfin, l'Etat doit accentuer les efforts de sécurité pour prévenir la contagion des violences, en particulier en renforçant la coopération avec les Etats frontaliers du Nigéria, sans exclure de négocier la démobilisation de certains groupes de bandits. Les partenaires du Niger doivent, de leur côté, s'intéresser à ces zones avant qu'elles ne soient déstabilisées et pourraient soutenir financièrement un plan de prévention conçu et mis en œuvre par les autorités nigériennes.", a conclu ICG dans son rapport.

Line Rose

SANTE

L'Ouganda envisage le verrouillage en annonçant la deuxième vague de Covid-19

Le gouvernement ougandais a annoncé que le pays se trouvait maintenant dans la deuxième vague de la pandémie de Covid-19 après que le nombre d'infections a augmenté de 81% entre mars et avril.



Les gens font la queue pour recevoir le vaccin AstraZeneca Covid-19 à l'hôpital de référence Mulago à Kampala, en Ouganda.



Le gouvernement ougandais a annoncé que le pays se trouvait maintenant dans la deuxième vague de la pandémie de Covid-19

Le gouvernement a mis en garde contre des mesures de confinement sévères, y compris un éventuel verrouillage total, si la situation devenait incontrôlable. En s'adressant aux journalistes au siège du ministère de la Santé à Kampala mercredi soir, le Dr Misaki Wayengera, président du comité consultatif scientifique ministériel, a déclaré au journal Nation Africa que la deuxième vague allait être plus sévère et que le pays pourrait vivre ce qui se passe en Inde. «La pandémie commence souvent lentement avec une phase de latence, puis il y a une phase rapide, et finalement nous atteignons une phase stationnaire. Nous sommes dans la deuxième vague de la pandémie, seulement que nous sommes dans la phase de latence », a déclaré le Dr Wayengera.

Transmissions communautaires

«Nous pourrions atteindre un point où les infections augmentent rapidement comme cela s›est produit en Inde. Malheureusement, étant donné que nous avons une transmission active dans les communautés, cela pourrait être la même chose qui nous arrivera », a-t-il ajouté. La ministre de la Santé, Jane Ruth Aceng, a indiqué que la résurgence se présentait avec une augmentation des cas d'infections chez les enfants. «Nous avons commencé à

La suite à la page 18

SOMALIE-KENYA

La suite de la page 17

connaître une augmentation significative des cas de Covid-19 chez les 10-29 ans. Nous avons enregistré une augmentation de 12% des cas chez les enfants âgés de 10 à 19 ans et une augmentation de 5% chez ceux âgés de 20 à 29 ans », a-t-elle déclaré. En plus de la souche indienne, le pays avait également enregistré quatre autres souches, dont les variantes ougandaise, nigériane, sud-africaine et britannique. «L'émergence des cas à Jinja est attribuée à un groupe d'individus travaillant dans une usine du district de Buikwe, dont l'un est récemment arrivé d'Inde et quatre sont des contacts étroits», a ajouté la ministre. Le Dr Tegegn Woldermariam, le représentant national de l'Organisation mondiale de la santé, a demandé aux Ougandais de se faire vacciner contre le Covid-19 pour se protéger des maladies graves et éviter de provoquer l'émergence de nouvelles variantes qui ont tendance à se produire dans les populations où les gens ne sont pas vaccinés. Depuis l'éclosion de la pandémie en 2020, un total de 42 102 cas d'infections avaient été signalés dans le pays mercredi.

K.Fiakofi

La Somalie rétablit ses relations diplomatiques avec le Kenya

La Somalie a rétabli les relations diplomatiques qu'elle avait coupées avec le Kenya grâce à la médiation du Qatar. La décision a été annoncée jeudi 06 mai 2021 par la présidence somalienne.



Le président Uhuru Kenyatta (à droite) avec son homologue somalien Mohamed Abdullahi Farmaajo

Abdirashid M Hashi, le porte-parole du président somalien Mohamed Farmaajo, a déclaré à Al Jazeera que le Qatar avait dirigé la reprise des relations mais n'a pas précisé comment.«Dans l'intérêt du bon voisinage, le FGS gouvernement fédéral de la Somalie reprend ses relations diplomatiques avec le Kenya sur la base du bénéfice mutuel et du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'ingérence non extérieure, de la coexistence pacifique et de l'égalité. «Les Présidents de la Somalie et du Kenya remercient l'émir du Qatar pour ses bons offices à cet égard.»,a déclaré au journal Nation Africa spécial.Cette décision semblait probable plus tôt semaine après que l'émir du Qatar a envoyé son envoyé spécial en Somalie et au Kenya. .La Somalie avait rompu ses relations avec le Kenya en décembre 2020 et a ordonné à son ambassadeur Mohamed Nur Tarsan de rentrer chez lui et le Kenyan Lucas Tumbo avait également rappelé dans son pays.

Des tensions

La Somalie et le Kenya ont une affaire maritime en cours devant la Cour internationale de justice, et le différend avait contribué à fomenter des tensions sous le mandat de Farmaajo. Bien que les liens coupés de la Somalie se soient heurtés à l'opposition de ses partenaires et de l'Union africaine, qui ont averti qu'ils mettaient en péril l'accent mis sur les mesures de lutte contre le terrorisme. Mais la reprise des liens pourrait facilement être attribuée aux manœuvres en coulisse du Qatar.

K.Fiakofi

ZAMBIE

Le chef de l'opposition Zambienne dénonce une dette insoutenable

Le principal chef de l'opposition zambienne a déclaré mardi que les dirigeants actuels du pays ne pouvaient pas sauver la nation d'une crise de la dette punitive, quelques mois à peine avant que la nation ne se rende aux urnes.



La Zambie asphyxiée par le poids de sa dette,le chef de l'opposition appelle au changement

La Zambie, riche en cuivre, est devenue l'année dernière la première économie souveraine en défaut de l'ère des coronavirus en Afrique selon le FMI.En octobre, la Zambie a manqué une date limite pour honorer un paiement d'intérêts de 42,5 millions de dollars dû sur une obligation en Euros. Trois mois plus tard, le 30 janvier, il a sauté un paiement d'intérêts de 56,1 millions de dollars sur une autre obligation. «La dette a vraiment atteint des niveaux insoutenables, ce qui étouffe les recettes intérieures», a déclaré Hakainde Hichilema à l'AFP. Le politicien et homme d'affaires de 58 ans a blâmé le gouvernement du Front patriotique et les fonctionnaires corrompus pour la situation. «Ils ont créé la crise de la dette» et «ils ne savent pas comment s'en sortir», a-t-il déclaré.»Ils déraillent sur beaucoup de choses. Les niveaux de corruption sont sans précédent».Au cours de la dernière décennie, la Zambie a vu sa dette totale - y compris sa dette intérieure - grimper à environ 20 milliards de dollars, a-t-il déclaré.

Changement

La Zambie a demandé un financement du Fonds monétaire international pour les réformes et le remboursement de la dette, mais trois semaines de négociations se sont terminées de manière non concluante en mars, le FMI déclarant que «des défis majeurs demeurent».Le gouvernement a également demandé la restructuration des prêts dans le cadre d'une nouvelle initiative de suspension de la dette du G20. Le remboursement de la dette est devenu plus difficile car la monnaie kwacha du pays a chuté d'environ un tiers de sa valeur par rapport au dollar depuis l'année dernière.Les prix du cuivre ont cependant repris cette année et sont à un niveau élevé d'une décennie, ce qui pourrait aider la Zambie à faire face à sa dette.La crise de la dette, la pauvreté et une économie en difficulté devraient dominer une élection au cours de laquelle Hichilema défie le président sortant de 64 ans, Edgar Lungu. Dirigeant le Parti uni pour le développement national (UPND), il a déclaré à l'AFP que les enjeux étaient «extrêmement élevés» car «les Zambiens veulent du changement».Hichilema, a appelé à des sondages «libres et équitables», alléguant des «problèmes d'état de droit» et des irrégularités dans l'inscription des électeurs''.

K.Fiakofi

BURKINA FASO

Sécurité alimentaire : le CNSA célèbre ses 15 années de vie

La 12ème session du Conseil national de la sécurité alimentaire (CNSA) s'est tenue le 07 mai 2021 à Ouagadougou. Placée sous le thème « Conseil National de Sécurité Alimentaire, 15 ans après : acquis, défis et perspectives ; quelles adaptations aux nouvelles formes de vulnérabilité telles l'insécurité et la COVID-19 ». Elle a été l'occasion pour les acteurs et les partenaires financiers de célébrer les 15 ans d'existence du Conseil.



"Il s'agit d'adapter les textes de l'organe à la situation actuelle marquée par la double crise sanitaire et sécuritaire", Salifou OUEDRAOGO, ministre en charge de l'agriculture



Le ministre des Ressources animales, Tegwendé Modeste Yerbanga a émis le souhait que le plan de réponse aux personnes vulnérables prenne également en compte le cheptel

Cette 12ème session du CNSA a également servi de cadre pour les acteurs et les partenaires financiers de l'instance de célébrer la 15ème anniversaire du conseil et de faire un bilan des activités et formuler des recommandations. A cette session, huit recommandations issues des années antérieures ont été prises.

Tout en reconnaissant que des acquis ont été engrangés dans la lutte pour garantir la sécurité alimentaire aux populations Salifou OUEDRAOGO, Ministre en charge de l'agriculture, représentant le Premier Ministre, a regretté que le CNSA après 15 ans d'existence, n'a pas encore permis d'atteindre les résultats escomptés, ''malgré les multiples efforts consentis par l'Etat

La suite à la page 21

La suite de la page 20

et ses partenaires“. Ainsi, selon Salifou Ouédraogo, il s’agit d’adapter les textes de l’organe à la situation actuelle marquée par la double crise sanitaire et sécuritaire. A cela, il faut ajouter la nécessité de redynamiser les cadres de concertation régionaux pour une meilleure gestion des crises au niveau des régions et provinces. Les indicateurs du CNSA ont aussi besoin d’être remis à niveau, pour faciliter le déclenchement du dispositif de déclenchement du stock national, car ceux utilisés actuellement font que le déclenchement est lent, a dit M. Ouédraogo.

Il ajoute que la situation sécuritaire et son corolaire du nombre de personnes déplacées, aggravée par la survenue de la pandémie de la COVID-19, interpelle les différents acteurs sur l’urgence et la nécessité de développer en permanence des initiatives, en vue de renforcer la résilience face aux différents chocs.

Présents à l’Assemblée générale, les ministres de la Santé, de l’Environnement, des Ressources animales, des Transports ont chacun à son tour pris la parole pour enrichir les différentes recommandations prises. Siméon Sawadogo, ministre de l’Environnement, a laissé entendre qu’il fallait préserver l’écosystème afin de pouvoir espérer avoir une bonne pluviométrie, et ainsi une bonne campagne agricole avec un bon bilan céréalier.

Les représentants des OSC, des gouverneurs de région et des partenaires techniques et financiers ont pu également faire entendre leurs voix pour des remarques et recommandations.

Le Conseil national de sécurité alimentaire, dans son format actuel, est la résultante de l’évolution des cadres de prévention et de gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mis en place par le Burkina Faso. Cet outil de concertation entre l’Etat et ses Partenaires a, au fil du temps, contribué à orienter les politiques et les interventions en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il comptabilise à ce jour, quinze années d’existence, marquées par divers changements.

Leylatou TIENDREBEOGO

Veille citoyenne au Burkina Faso : le CNOSC se prononce sur le futur référentiel de développement

Le vendredi 7 mai 2021, le Conseil National des Organisations de la Société Civile du Burkina Faso a tenu sa troisième conférence sur la redevabilité sociale. Plusieurs participants issus des différentes régions y ont pris part. Ce fut une tribune pour ces organisations de faire le point des besoins des populations dans tous les domaines et de procéder à la récompenses des meilleurs acteurs en matière de redevabilité sociale.

<<Contribution de la société civile au processus d’élaboration du nouveau référentiel en matière de développement au Burkina Faso>> tel était le thème autour duquel les Organisations de la Société

La suite à la page 22

BURKINA FASO

La suite de la page 21



Jonas Hien (en blanc) remettant la somme de 1 million aux représentants de l'ecole de Zabtenga dans le Centre-sud, considérés comme meilleurs acteurs en matière de redevabilité sociale

Civile (OSC) ont échangé les 6 et 7 mai derniers dans la capitale burkinabè. Selon les organisateurs, cette édition a pour but de recueillir les suggestions de toutes les OSC affiliées au CNOSC afin d'aider les décideurs publics dans la mise en place prochaine d'un nouveau référentiel de développement. Ces deux jours de travaux ont permis aux participants de passer en revue les résultats obtenus en termes de satisfaction des besoins des populations par le précédent référentiel qu'était le Plan National de Developpement Economique et Social (PNDES). À en croire les conférenciers, le PNDES a fait des heureux dans beaucoup de domaines. Ils en veulent pour preuve, la mesure de gratuité de soins pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes dans le domaine sanitaire. Cependant, aux dires des conférenciers, le prochain référentiel gagnerait à combler les lacunes du défunt PNDES pour le bonheur des populations.

Pour Jonas Hien, président du CNOSC, dans sa mise en œuvre, le prochain référentiel doit innover en <<mettant l'accent sur la nécessité de faire du développement du Burkina Faso a partir de chaque région>>. A l'entendre, les besoins des populations sont particuliers d'une région à l'autre et par conséquent aucun référentiel ne doit se baser sur des attentes de <<façon bateau>>. La cérémonie a été ponctuée par la récompense des meilleurs acteurs qui se sont illustrés dans la veille citoyenne

Mis en place en janvier 2011, le CNOSC a pour rôle classique <<de faire le suivi et le controle citoyens de l'action publique>>. Les conclusions des travaux seront remises à qui de droit pour meilleur usage, ont laissé entendre les organisateurs.

Abdou Karim TAPSOBA

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Tunisie – Nabeul : L'UTICA et l'UGTT déclarent la désobéissance civile face au gouvernement



Les bureaux régionaux de Nabeul de la centrale patronale, UTICA, et ceux des travailleurs de l'UGTT, ont publié, dans la soirée du dimanche 09 Mai, un communiqué commun, dans lequel ils déplorent la ségrégation suivie par le gouvernement pour les mesures et les dispositions prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie, selon le site Tunisie Numérique.

En effet, les deux centrales déplorent que les dispositions restrictives de fermeture et d'interdiction d'exercice ne concernent que les petites entreprises, alors que les grandes entreprises ont été exemptées de ces mesures. De ce fait, les deux organisations nationales ont annoncé qu'elles ont donné les consignes à leurs adhérents pour désobéir à ces mesures et poursuivre, normalement, leurs activités.

RDC / Ituri : 3 morts lors d'une attaque des ADF à Mambasa



Trois personnes sont mortes samedi 8 mai 2021 lors d'une incursion des rebelles des ADF à Lukaya, chefferie de Babila Babombi, à 90 kilomètres au sud de Mambasa en Ituri, nous rapporte Radio Okapi. Selon la radio de l'ONU, des sources locales ont confirmé que plusieurs personnes prises en otage ont été emmenées dans la brousse, où se déroulent des combats entre l'armée et ces rebelles. Ces rebelles des ADF, seraient venus de Mangina dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Et munis de fusils et d'armes blanches, ils ont d'abord attaqué la position des militaires des FARDC dans le village Lukaya dans le groupement Bangole. Trois personnes dont une femme ont trouvé la mort dans ces échanges de tirs qui ont duré plusieurs heures.

Football: Le Cameroun affronte le Nigeria en amical le 4 juin



La Fédération Nigériane de Football a donné son accord à son homologue camerounaise pour la tenue d'un match amical le 4 juin prochain, nous rapporte cameroun24. Ainsi les deux équipes vont profiter de la Période FIFA de juin pour livrer le match amical le 4 juin 2021 prochain en Autriche. Cette rencontre amicale arrive après que la FIFA et la CAF aient décidé de reporter les éliminatoires pour la coupe du monde Qatar 2022, zone Afrique. Le Cameroun s'est donc mis à la recherche de sparring-partner pour combler ce vide du calendrier international des lions indomptables.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Ebrima Darboe, ce migrant gambien devenu joueur de l'AS Rome



À seulement 14 ans, Ebrima Darboe a quitté la Gambie sans ses parents pour rejoindre l'Europe dans l'espoir de trouver une vie meilleure. Passé par la Lybie, il a été torturé et battu dans un camp de trafiquants d'êtres humains, avant d'embarquer dans un bateau vers la Sicile. Une association l'a alors aidé et lui a trouvé une famille d'accueil dans une ville à 80 km de Rome. Dans cette ville, il a rejoint l'équipe de football locale et a été repéré par des recruteurs de l'AS Rome. En 2019, il signe à l'AS Rome pour jouer avec les équipes de jeunes du club. Et la semaine dernière, il a fait ses débuts professionnels en Série A, le championnat de première division, à 19 ans et a même joué dans la même semaine contre Manchester United en demi-finale de l'Europa League.

Tchad-RCA : des échanges de haut niveau sur la coopération bilatérale



Le président centrafricain Faustin Archange Touadera a reçu samedi 8 mai 2021 au palais de la Renaissance, une délégation tchadienne conduite par Abdelkerim Idriss Deby, directeur de cabinet adjoint à la présidence du Tchad. L'envoyé spécial du président du Conseil militaire de transition a remis un message au dirigeant centrafricain. Les deux parties ont fait le tour d'horizon de l'actualité de la sous-région et ont aussi échangé sur le renforcement de la coopération bilatérale entre le Tchad et la Centrafrique, selon les explications du Palais de la Renaissance. Selon le site d'information alwihdainfo.com les nouvelles autorités tchadiennes ont sollicité les orientations des chefs d'État de la sous-région en vue de leur accompagnement dans la réussite du processus de transition pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel.

L'âge plafond des pèlerins pour l'édition 2021 du pèlerinage à la Mecque passe de 60 à 50 ans en raison des normes sanitaires de la Covid-19



L'âge des candidats au pèlerinage à la Mecque qui avait été fixé entre 18 et 60 ans a été ramené à la tranche de 18 à 50 ans par les autorités saoudiennes. Une information donnée, jeudi dernier par l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite en Côte d'Ivoire, Abdullah Bin Hamad Alsobaiee. Il s'exprimait en marge d'une cérémonie de rupture collective de jeûne à sa résidence à Cocody (Est d'Abidjan) avec des journalistes. Pour l'heure, la tenue du Hadj 2021 n'a pas encore été confirmée ni infirmée par l'Arabie Saoudite qui continue «d'analyser » la situation par rapport à la Covid-19. Rappelons que des millions de personnes en provenance des quatre coins du monde se rendent chaque année en Arabie Saoudite pour accomplir le Hadj, le cinquième pilier de l'Islam. En raison de la crise sanitaire de la Covid-19, l'édition 2020 n'a pu se tenir.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Vaccin anti-Covid : le Gabon reçoit 300.000 doses de Sinopharm



Le Gabon a réceptionné le dimanche 9 mai , 300 000 doses supplémentaires de la firme pharmaceutique Sinopharm, arrivées par un vol spécial de la compagnie aérienne portugaise EuroAtlantic Airways . Selon Gabon review, il s'agit de 200 000 doses du vaccin chinois offertes par la Chine à l'État gabonais. Ce ne sont donc pas encore celles qui ont été «achetées par le Gabon» comme l'avait annoncé le porte-parole du Palais. Leur arrivée ne saurait tarder indique une source.Selon Hu Changchun, ambassadeur de la Chine au Gabon, les 100 000 doses supplémentaires proviennent d'une donation de l'armée chinoise à l'armée gabonaise. Le 20 avril, en effet, à l'occasion de la célébration du 47e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques sino-gabonaises, le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, avait promis par téléphone à son homologue gabonais, Pacôme Moubelet-Boubeya, que son pays envisageait de faire au Gabon un nouveau don de vaccins contre le coronavirus pour permettre au pays d'en finir rapidement avec cette maladie.

Le Togo réceptionne une nouvelle livraison du vaccin d'AstraZeneca



Le Togo a reçu dimanche une nouvelle cargaison de vaccins d'AstraZeneca, dans le cadre de l'initiative COVAX, pour renforcer l'opération d'immunisation contre la COVID-19 en cours depuis le 10 mars. Ce sont 140.000 doses qui ont été réceptionnées à l'aéroport international Gnassingbé Eyadèma de Lomé par le ministre de la Santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins, Mustafa Mijiyawa, en présence de la représentante résidente de l'OMS, Binta Diallo.Selon French.china , il s'agit de la troisième cargaison de vaccins d'AstraZeneca, après les 156.000 doses fournies par l'initiative COVAX et un don de 45.000 doses de l'Union africaine. Par ailleurs, la Chine a appuyé le Togo avec un don de 200.000 doses du vaccin CoronaVac. Depuis la détection du premier cas positif le 6 mars 2020, le Togo a enregistré à ce jour 13.141 cas confirmés de COVID-19, soit 1.360 cas actifs, 11.657 guérisons et 124 décès.

Afrique : le nombre de cas confirmés de COVID-19 approche des 4,63 millions (CDC Afrique)



Le nombre de cas confirmés de COVID-19 sur le continent africain est monté à 4.627.257 en date de dimanche, a indiqué le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique). D'après l'agence sanitaire de l'Union africaine, le bilan de la pandémie sur le continent s'élève à 124.202 décès tandis que 4.178.595 personnes qui avaient contracté la COVID-19 se sont rétablies à ce jour. Les pays les plus gravement touchés d'Afrique en nombre de cas positifs sont l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, l'Ethiopie et l'Egypte. Par ailleurs, l'Afrique australe demeure

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

la région la plus frappée par la pandémie en nombre de cas confirmés, suivie par l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est, tandis que l'Afrique centrale reste la région la moins touchée.

Kenya: Les acteurs du tourisme saluent l'accord avec la Tanzanie



Les acteurs du tourisme sont optimistes suite à l'intensification des négociations entre le Kenya et la Tanzanie visant à renforcer le commerce entre les deux pays. Les parties prenantes ont déclaré à Standard media qu'à part le Kenya qui a coopéré avec l'Ouganda et le Rwanda sur le tourisme, la Tanzanie a eu une relation glaciale avec le Kenya. Ils ont déclaré que la récente visite d'État du président tanzanien Samia Suluhu Hassan au Kenya a apporté un nouvel espoir de coopération plus étroite entre les deux États. L'année dernière, les relations se sont détériorées après que la Tanzanie a interdit à Kenya Airways de voler vers son territoire. Le PDG de One World Adventures Limited, Solomon Wao, a déclaré qu'une fois que tout sera fait, la libre circulation des touristes entre le Kenya et la Tanzanie sera d'un grand avantage pour l'industrie du tourisme.

600 migrants clandestins secourus au large des côtes libyennes, (HCR)



Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré lundi que quelque 600 migrants illégaux avaient été secourus au large de la côte ouest de la Libye. «Quelque 600 personnes ont été renvoyées aujourd'hui à Tripoli et à Zawiya par les garde-côtes libyens, parmi lesquels de nombreuses femmes et enfants», a tweeté lundi l'agence des Nations Unies pour les réfugiés. En 2020, un total de 11891 immigrants illégaux ont été secourus et renvoyés en Libye, a indiqué l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), notant que 381 migrants sont morts et 597 ont disparu sur la route de la Méditerranée centrale au cours de la même période.La Libye est devenue un point de départ privilégié pour des milliers d'immigrants clandestins qui tentent de traverser la mer Méditerranée pour atteindre les côtes européennes.Les migrants secourus se retrouvent dans des centres d'accueil surpeuplés à travers la Libye, malgré les appels internationaux répétés pour les fermer.

Sao Tomé et Principe : Le PAM offre des matériaux d'une valeur de 100 000 dollars EU au Ministère de l'agriculture



Le Programme alimentaire mondial a livré, ce vendredi, aux responsables de l'agriculture de São Tomé et Príncipe, des accessoires et du matériel roulant d'une valeur de 100 $ US pour relancer les agro-initiatives en faveur des enfants de São Tomé, a informé le STP-Press, le responsable de l'agence dans ce pays. Le directeur du Centre d'appui au développement rural (CADR), Akizul Nascimento, a déclaré que ces matériaux permettront au CADR de surveiller et d'inspecter les programmes de cultures agricoles dans plusieurs zones de district de production agricole de l'archipel de São Tomé.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Mali : l'activiste «RAS BATH» placé sous mandat de dépôt à la prison centrale de Bamako



L'activiste malien Mohamed Youssouf Bathily, plus connu sous le pseudonyme de «RAS BATH», a été placé, vendredi, sous mandat de dépôt à la prison centrale de Bamako, ont rapporté des médias maliens. «Mohamed Youssouf Bathily (RAS BATH) vient d'être placé sous mandat de dépôt par le tribunal de la commune 4», a rapporté le site d'information «Malijet». En rappel, «RAS BATH» a été arrêté jeudi soir à la suite d'une plainte déposée contre lui «pour outrage à magistrat». Citant une «source judiciaire», le site «Kati 24», précise que l'activiste est poursuivi par les deux principaux syndicats des magistrats du Mali, à savoir le Syndicat autonome de la magistrature (SAM) et le Syndicat libre de la magistrature (SYLMA).

RCA : la Minusca condamne fermement l'usage d'engins explosifs sur le territoire centrafricain



72 heures après l'explosion d'une mine terrestre qui avait endommagé la voiture de la mission catholique de Niem, dans le diocèse de Bouar, dans le Nord-ouest de la Centrafrique. La Minusca, mission des nations unies en République centrafricaine s'est dit préoccuper, samedi, par la multiplication de l'utilisation des engins explosifs dans le pays. D'après les premiers éléments recueillis, il y aurait au moins une perte en vie humaine. Elle met en garde les auteurs contre une possible poursuite judiciaire pour crime contre l'humanité. « La Minusca condamne fermement l'usage d'engins explosifs sur le territoire centrafricain et dont les principales victimes sont les civils. Cette pratique lâche est une violation grave du droit international humanitaire et expose ses auteurs à des poursuites judiciaires », a publié samedi sur Twitter le service de communication de la mission de l'ONU.

L'ONU met en garde contre de graves inondations en Somalie



L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis en garde contre un risque élevé d'inondations graves en Somalie en raison de la montée du niveau des rivières. Le bulletin de la FAO sur la gestion de l'information sur l'eau et les terres en Somalie (FAO-SWALIM) publié samedi à Mogadiscio avertit qu'au moins 150000 personnes sont exposées à un risque immédiat d'inondations imminentes, car le niveau des rivières dans certaines parties du pays continue d'augmenter en raison des pluies torrentielles. Ezana Kassa, chef du programme de la FAO en Somalie, a déclaré dans un communiqué qu'il était temps d'agir pour assurer la sécurité et le bien-être des personnes qui seront affectées par cette inondation sans précédent. Selon la FAO, la rivière Shabelle a augmenté à un rythme alarmant au cours de la semaine dernière en raison des fortes pluies.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Covid-19 : Le variant indien aux portes de La Réunion



Ce dimanche 8 mai 2021, la préfecture a confirmé la détection du variant indien, le B.1.617, à La Réunion. 11 marins indiens ont été testés positifs sur un navire qui est maintenu au mouillage, au large de la Grande Chaloupe. Les marins ont interdiction d'accoster. Quatre d'entre eux ont été hospitalisés dans un premier temps au CHU, deux d'entre eux sont retournés à bord du bateau dans la journée de dimanche. Les autorités assurent qu'en-dehors du passage à l'hôpital, aucun de ces marins n'a débarqué. Si le protocole sanitaire a tout de suite été mis en place pour isoler les marins et les dépister efficacement, leurs déplacements restent inconnus et les inquiétudes sont légitimes. La présence d'un nouveau variant sur l'île serait en effet catastrophique au moment où le préfet envisage d'alléger progressivement les mesures sanitaires.

Des policiers somaliens tués dans un attentat à la bombe



Cinq policiers font partie des six personnes tuées dimanche soir dans un attentat-suicide à Mogadiscio, ont déclaré des témoins et des responsables.

Le major Sadiq Aden Ali, un porte-parole de la police somalienne, a confirmé aux médias que deux commandants de police figuraient parmi les personnes tuées avec trois autres policiers. Un civil qui vivait à côté de la gare est également mort suite à l'explosion. L'explosion a été causée par un kamikaze portant un gilet explosif qui s'est approché des officiers à l'extérieur de la station du district de Waberi vers 21h30 et heure locale, selon des témoins.

Félix Tshisekedi en Zambie pour une cérémonie d'inauguration d'un pont



Le Président de la République Démocratique du Congo (RDC) et Président en exercice de l'Union africaine (UA), Félix Tshisekedi est arrivé ce dimanche 9 mai à Livingstone, en Zambie, nous rapporte le journal Politico. Le dirigeant congolais est arrivé en Zambie sur invitation de son homologue Edgar Chagwa Lungu et va assister ce lundi 10 mai 2021, aux côtés de quatre autres dirigeants africains, à la cérémonie d'inauguration du Pont de Kazungula reliant la Zambie et le Botswana. Le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères, Christophe Lutundula et le Professeur Ntumba Luaba, Coordonnateur du Panel accompagnant la mandature congolaise à l'Union africaine composent la délégation congolaise.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Libéria : l'UE pousse à faire progresser la réforme électorale



D'après le journal Daily Observer de ce lundi 10 mai 2021, Suite aux observations et analyses de l'élection générale et présidentielle de 2017 par la mission d'observation de l'Union européenne en 2017, l'UE, consciente de faire ressortir les conclusions qui ont caractérisé l'élection, a réitéré son appel à la mise en œuvre de multiples recommandations dans le cadre de son «Suivi des élections européennes». Lors d'une conférence de presse le vendredi 7 mai 2021, à Monrovia, Maria Arena, membre du Parlement européen et ancienne observatrice en chef de l'UE lors des élections de 2017, a déclaré que les principaux objectifs de cette mission de suivi de l'UE sont entre autres: évaluer dans quelle mesure les recommandations de l'UE visant à améliorer le cadre électoral libérien à partir de 2017 ont été mises en œuvre dans l'intervalle, de discuter des moyens de réaliser de nouveaux progrès sur la réforme électorale.

Nigeria : Le recouvrement des factures d'électricité croît de 34 % en trois mois



Le chiffre d'affaires du secteur de l'électricité au Nigeria a augmenté de près de 34 % en trois mois, a indiqué l'agence Ecofin.. Cette hausse est la résultante de l'intervention du gouvernement fédéral dans le processus de collecte des revenus auprès des sociétés de distribution d'électricité en septembre dernier. Selon notre source, au cours des trois premiers mois de cette intervention, de septembre à novembre 2020, le secteur a réalisé des recettes de 339 millions $ suivies d'une hausse de 34 % le trimestre suivant à 483,93 millions $. Pour le conseiller spécial du président pour les infrastructures, M. Ahmad Rufai Zakari, cité par l'agence, ces progrès sont le résultat du travail acharné du gouvernement au cours des derniers mois pour que le secteur soit financièrement stable. Cependant, des efforts restent encore à faire, a-t-il souligné. Il a appelé à la participation de tous les Nigérians pour développer le secteur et rendre l'approvisionnement en électricité accessible à tous dans le pays.

Nigeria: 30 morts après le chavirage d'un bateau surchargé



Trente personnes sont mortes noyées après le chavirage de leur bateau surchargé dans l'Etat du Niger, dans le centre du Nigeria, a déclaré lundi un responsable des urgences à l'AFP, cité par Le Figaro. "Le bateau qui transportait une centaine de commerçants locaux s'est brisé en deux après avoir heurté un obstacle pendant une tempête alors qu'ils revenaient d'un marché samedi", a indiqué Ibrahim Audu Hussein, porte-parole du service des urgences dans l'État du Niger. «Soixante-cinq passagers ont été secourus avec l'aide de plongeurs locaux, trente corps ont été retrouvés jusqu'à présent et cinq personnes sont toujours portées disparues», a-t-il ajouté, précisant que l'accident avait eu lieu dans le village de Tijana situé dans le district de Munya. Les recherches ont été entravées par de fortes pluies mais les plongeurs ont «bravé» le mauvais temps,précise notre source. Les naufrages de bateaux, souvent surchargés et mal entretenus, sont fréquents au Nigeria, particulièrement pendant la saison des pluies.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Maroc: L'accueil du chef de la Polisario en Espagne risque de refroidir les relations entre les deux pays



Selon le journal le Reporter, le Secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, Nizar Baraka s'est exprimé sur l'accueil du Chef du Polisario en Espagne en dénonçant un comportement qui peut nuire au relation entre les deux pays. "Nous considérons, au Parti de l'Istiqlal, que la décision du gouvernement espagnol d'accueillir le chef du Polisario, qui fait l'objet de plusieurs poursuites en Espagne pour des crimes graves contre l'humanité, tortures, viols, terrorisme, séquestrations et qui, de plus, a déclaré la guerre au Maroc et refuse de respecter l'accord de cessez le feu de 1991 depuis novembre 2020, entache sérieusement la sérénité de cette convergence partenariale que nos deux pays savent tenir en haute estime lorsqu'il le faut", a écrit M. Baraka dans une lettre adressée au Président du Parti Populaire Espagnol (PPE), Pablo Casado.

Maroc/Jérusalem : Les autorités marocaines dénoncent une violation des droits de l'homme par l'Etat d'Israël



Le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger a indiqué dimanche que le Royaume chérifien a suivi avec une profonde consternation les violences survenus à Al Qods acharif et dans la mosquée Al Aqsa dues à des heurts entre policiers israéliens et Palestiniens qui ont fait plus de 90 blessés samedi. «Le Maroc dont le Souverain SM le Roi Mohammed VI préside le Comité Al Qods, considère ces violations comme un acte inadmissible et susceptible d'attiser les tensions», a affirmé le ministère dans un communiqué relayé par L'Economiste.

Ile Maurice: Un chinois mis au arrêt pour tentative de corruption



Selon le site du journal Défi Média, un ressortissant chinois a été arrêté pour avoir tenté de soudoyer un policier. Les faits se sont produits à la rue Monseigneur Leen, à Port-Louis, le dimanche 9 mai. Ce responsable d'un chantier de construction a essayé de remettre une somme de Rs 1 000 au fonctionnaire qui venait de le verbaliser pour non-renouvellement de sa vignette d'assurance. Le suspect a été arrêté, puis libéré sur parole en attendant sa comparution devant le tribunal de Port-Louis.

Un Zimbabwéen de 33 ans arrêté à l'aéroport Sud-Africain avec de l'or de contrebande d'une valeur de 11 millions de Rands



Selon le site iharare.com , les responsables du SA Revenue Service ont arrêté samedi un Zimbabwéen de 33 ans à l'aéroport international OR Tambo de Johannesburg avec de l'or de contrebande d'une valeur de 11 millions de rands d'Afrique du Sud. L'homme anonyme a volé dans l'aéroport avec les 23 pièces d'or qu'il n'a pas déclarées. Les Hawks disent «qu'il n'avait aucun permis ou licence pour être en possession pour transporter de l'or».

ANNONCE



BOURSES D'ETUDES 2021

MBA

- Management des Projets et Programmes
- Suivi Evaluation des Projets et Programmes
- Management des Projets en Santé
- Management des Projets Internationaux
- Management des ONG et des Associations
- Coordination des Projets

www.formationenligne.org

OTC
ONLINE TRAINING CENTER

Mention spéciale : toutes les filières sont des Instituts Sciences Campus et de la Fédération Européenne des Écoles
02 BP 5805 Ouagadougou 02

ANNONCES

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL
Les éditions Sciences-campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Abdou Karim TAPSOBA
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 72 07 20 20
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque viaPRESSE.com Cdiscount
MONKIOSK.com fnac viapress.be
SOGAPRESSE ePresse Cultura
emediaplace France loisirs scopalto
orange Tego